



## Edito

### L'HISTOIRE, QUELLE HISTOIRE ?

Quelle histoire pourrions-nous raconter à nos enfants ? Quel récit assez intéressant pour endormir nos chérubins, pour les calmer ou pour adoucir leurs pensées ? Que dire à nos petits, aux plus grands pour les réconforter dans nos gros bras de militants pacifistes ? Un tas de choses utiles, agréables, emplies de sympathie et de générosité.

Mais peut-être aussi les avertir que ce que nous racontent les possédants, les détenteurs de "leurs propres vérités" ne sont que des hallucinations politiques. On nous infuse que les méchants sembleraient être partout. A nous de montrer à nos bambinos que certaines inquiétudes n'existent pas en leur disant l'inverse de ce qu'ils peuvent entendre. Vaste programme tant la désinformation et le retournement des valeurs de notre passé sont omniprésents, qu'ils ne servent qu'à leur retourner leurs pensées et aussi les nôtres.

Alors oui, nous sommes dans un moment de l'histoire contemporaine qui doit être analysé avec fermeté, sans compassion ni concession. Nous sommes dans un tournant qui doit nous faire réagir sans nous soucier de certaines analyses partisans, d'écuries ou encore de congrégations.

Le pouvoir en place ne laisserait

aucune place à la contradiction et au combat d'idées ? Rien de nouveau si ce n'est que le livre est ouvert pour la stigmatisation de ceux qui se battent pour un monde meilleur. Ça devient infernal et violent. Mais d'où vient cette violence ? Où se trouvent le fascisme, le racisme, le refus de l'autre et ce soutien acharné au maintien en place des possédants ?

Pas dans notre camp, pas dans le camp des travailleurs, pas dans l'espace politique et syndical défendu et assumé par les forces progressistes. Nous sommes dans un combat de classe et les autres défendent la leur par n'importe quel moyen, y compris la violence physique tout en n'assumant pas certaines réalités. Il n'y aura ni victime ni martyr dans ce contexte, il n'y aura que les conséquences d'être présent, de savoir pourquoi, quoi y faire et recommencer.

Le camp politique social réactionnaire, qui rassemble très largement une partie de la sociale démocratie jusqu'à l'extrême droite en passant par le macronisme, n'en finit pas de soutenir le pouvoir et les idées confortant le capital et la bourgeoisie. Preuve en sont les réactions pour fustiger

.../...

### Sommaire :

Edito : L'histoire, quelle histoire ?	P. 1 & 2
Journée d'étude Sécu 29/01	P. 2 & 3
NAO Laiteries H. Triballat	P. 4 & 5
Communiqué Syndicat EDF	P. 6 & 7
Tract et motion CH George Sand	P. 8
Grève Facteurs de Léré	P. 9
Audition Etat Major des Armées	P. 10 à 12



### AGENDA

\*\*\*

### FORMATION SYNDICALE UD - 2026

- Défenseur Syndical : **20-24 Avril**
- Développer la CGT 2è Partie : **18-22 Mai (Complet)**
- CSSCT Tronc commun : **15-19 Juin**



Pensez à déposer vos congés éducation un mois avant le début du stage auprès de votre employeur et informez l'UD de votre participation.

celles et ceux qui se battent pour une autre société et qui soutiennent les organisations antifa pacifistes.

Ce sont les mêmes qui demandent la tête à l'ONU de Francesca Albanese pour la dénonciation du génocide en Palestine. Ce sont leurs clones qui ont accepté l'enlèvement de Maduro tout en s'apitoyant sur le Groenland. Ce sont leurs binômes qui acceptent d'augmenter le budget de l'armée au détriment des services publics, qui votent la loi de finances de la Sécurité sociale et qui en même temps pleurnichent pour plus d'accès aux soins partout.

Ce sont eux la cause de la radicalité sociale actuelle. Ce sont eux les violents qui font monter l'extrême droite et leurs bras armés profondément racistes et fascistes. Ce sont eux qui cultivent les inégalités pour diviser, stigmatiser pour faire peur et se montrer comme les sauveurs d'un problème qu'ils ont créé de toute pièce.

Et le patronat dans tout ça ? Rien et c'est peut-être mieux comme ça, en tout cas pour lui. A-t-il intérêt à se montrer sous son véritable visage à la suite de ses universités d'été où il affichait un intérêt particulier pour les idées et la conception antisociale du programme d'extrême droite ?

Sommes-nous revenus dans les années trente où la bourgeoisie possédante, la droite, l'extrême droite et une partie de la sociale démocratie (déjà) pactisaient pour un régime nazi plutôt que la satisfaction des revendications de la classe laborieuse ?

En tout cas, une chose est évidente, le combat de classe se radicalise fortement. Nous devons faire progresser et connaître toutes nos revendications pour changer la société. Nous devons faire front commun avec toutes les composantes progressistes, sans distinction, qui portent le changement, à commencer par le 8 mars.

Dans ce moment particulier, notre organisation, ses syndicats, ses syndiqués seront au rendez-vous.

Bon courage à vous.

Sébastien MARTINEAU  
Secrétaire Général

## JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE DU JEUDI 29 JANVIER

### Extrait du rapport d'ouverture

"Tout ce qui nous arrive depuis des années, toutes les régressions sociales qui nous sont imposées, et qu'importe le gouvernement au pouvoir, restent dans une cohérence de logique capitaliste, patronale et bourgeoise pour nous faire payer leur crise systémique depuis, a minima 2008, mais en réalité depuis plusieurs décennies.

Ils ont un but, ils avancent pour l'atteindre. Nous devons être le rempart pour les arrêter et une passerelle pour les travailleurs pour leur imposer ce que nous voulons.

Et la Sécurité sociale dans tout ça ? Sa gouvernance, son financement, ses recettes et ses dépenses sont depuis des années, depuis le premier jour de sa création, nous le verrons dans cette journée, la cible essentielle du camp d'en face.

A travers un travail minutieux de recherches, d'histoire et d'éléments factuels, nous verrons que cette institution découle d'un processus politique et social assez long dans le temps.

Nous examinerons le rôle ainsi que les conséquences de l'ordre social à conserver et comment nos contradicteurs de classe ont œuvré pour maintenir leur pouvoir, leurs privilèges et par dessous tout, leur domination.

La confrontation capital/travail, même si elle n'est pas conscientisée dans le temps long, prend tout son sens à certains moments et donne des situations telles que notre présent reste imprégné de ces conquêtes ou de ces défaites.

En face de nous, la détermination pour mettre un ordre libéral débarrassé de toutes organisations collectives, socialisées et imposer leurs propres règles est un combat que la bourgeoisie s'organise à mener sans cesse.

A nous de permettre le rapport de forces pour une reconquête de notre système de Sécurité sociale et le développer, pour reprendre le contrôle de ce qui nous appartient, à savoir la valeur créée par les travailleurs.

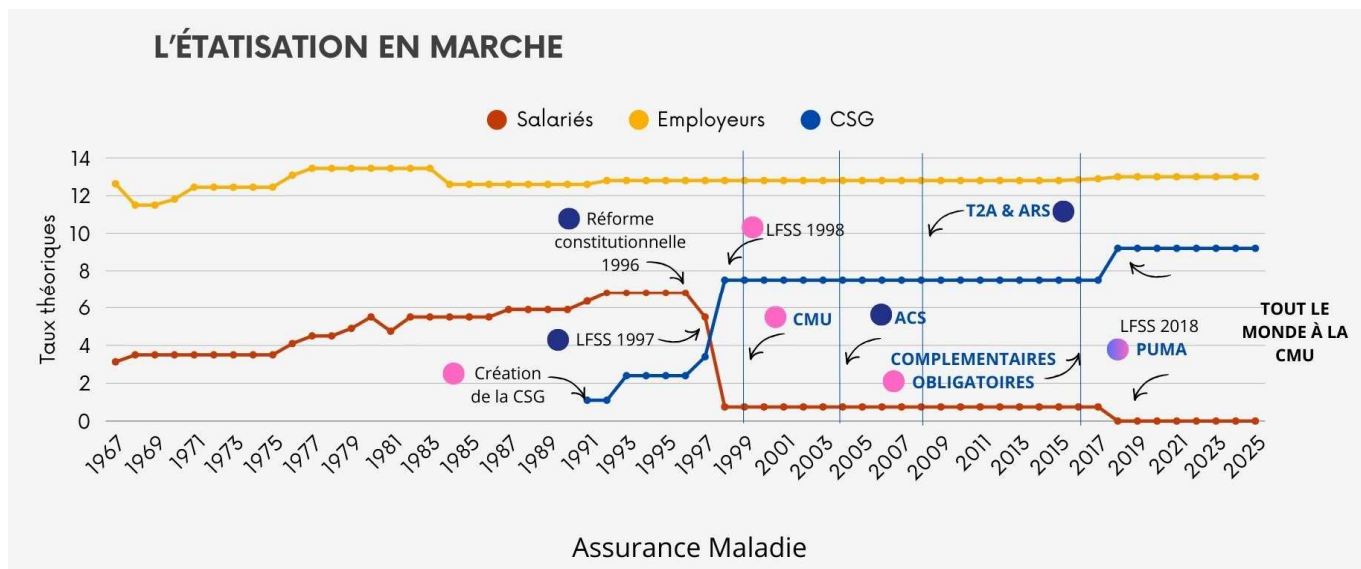
Pour finir, cette journée n'est pas une journée d'études ordinaire puisqu'elle s'inscrit dans un cycle d'éducation syndicale dont la prochaine aura comme sujet le financement, la gestion et le contrôle d'une nouvelle Sécurité sociale pour finir sur la revendication des droits."

Le cadre étant posé, notre camarade Emmanuel Vinatier, secrétaire du syndicat de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Cher et membre du bureau de l'UD, nous a présenté dans un premier temps la construction de ce qui deviendra la Sécurité Sociale d'après-guerre.

Nous avons pu voir que la naissance de ce qui a amené le programme politique du Conseil National de la Résistance et les ordonnances de 45 socialise et organise nationalement, dans les régions ainsi que dans les départements la "protection sociale".

Dans un deuxième temps, nous avons constaté, par des éléments politiques factuels, que les attaques depuis 80 ans ont conduit à ce que la Sécurité Sociale soit ce qu'elle est actuellement.

Le graphique annexé ci-dessous prouve et démontre que la cotisation sociale est progressivement remplacée par l'impôt, passant d'un système d'universalité à la solidarité, et à l'assistanat.



Les nombreux camarades présents (94) ont apprécié l'approche critique et objective, nous montrons le travail à réaliser pour reconquérir et développer notre système de sécurité sociale.

Le thème était "Naissance et disparition d'une conquête révolutionnaire ? Histoire d'une victoire et d'une défaite ?". A nous de travailler.





### NAO 2026 FROMAGE ET DESSERTS ?

### ON NOUS SERT DU 0,60 % et SURTOUT PAS DE DESSERT

En décembre 2025, la direction a ouvert les négociations annuelles obligatoires.

Dès le départ, la CGT a annoncé clairement la couleur : **cette année, ce serait fromage et desserts** c'est-à-dire de véritables hausses de salaires, à la hauteur du travail fourni, ainsi que de nouvelles avancées sociales, comme celles obtenues ces dernières années.

Malheureusement, la direction s'est montrée beaucoup moins à l'écoute que les années précédentes de vos besoins et de vos attentes.

**Pire encore, une fois les discussions terminées, elle est revenue sur ses premières propositions en les revoyant à la baisse, supprimant ainsi une partie des quelques avancées qui avaient pourtant été annoncées pendant les négociations.**

Une méthode qui interroge, et qui coïncide étrangement avec l'arrivée du nouveau Directeur des Ressources Humaines...

Pour la seconde fois en quatre ans, votre syndicat CGT a décidé de ne pas signer l'accord de Négociation Annuelle Obligatoire.

Les propositions formulées par la direction sont totalement inadaptées et ne peuvent être acceptées.

On vous demande encore de faire des sacrifices au nom de l'intérêt de l'entreprise, comme si cela allait de soi. Pour nous, cette exigence répétée est incompréhensible.

#### Les augmentations salariales annoncées cette année ont été décidées unilatéralement par la direction.

- **Ouvriers et employés (1er collègue) :**  
+0,60% d'augmentation générale, avec une enveloppe de 0,40 % pour des mesures individuelles.
- **Agents de maîtrise (2<sup>ème</sup> collèges) :**  
+0,60 % d'augmentations individualisées en moyenne.

Ce point est totalement inacceptable : la direction propose en effet des augmentations inférieures à l'inflation ainsi qu'à la progression du SMIC, qui rappelons-le, n'est que de 1,18 % cette année.

Ces chiffres donnent l'illusion d'une amélioration, alors qu'en réalité, le pouvoir d'achat des salarié-es situés en bas de l'échelle continue de diminuer de manière significative.



## Mesures complémentaires

**Et si cela ne suffit pas, souhaitez-vous quelques miettes en plus ?**

A partir du 1er Mars 2026 l'entreprise souhaite mettre en place :

- ⇒ **Augmentation des indemnités kilométriques de +10 %** afin de tenir compte de la hausse des coûts liés aux carburants, à l'entretien et aux assurances.
- ⇒ **Pour la prime annuelle**, le plafond passe à 2250 contre 2200 € à l'heure actuelle.



**De tout cela, rien de véritablement structurant ni de durable.**

**Et pour le reste, vous demandez-vous ?** Les accords concernant l'égalité professionnelle ainsi que la suppression des jours de carence pour le 1er collège sont simplement reportés à une date ultérieure, sans aucun engagement ferme de la part de l'entreprise.

**Voilà pourquoi votre syndicat CGT L.H. TRIBALLAT ne signera pas l'accord NAO 2026.**

Pendant que vous faites tourner l'entreprise au quotidien, on vous demande une nouvelle fois de vous serrer la ceinture, au nom de résultats présentés comme « en berne », dans un contexte économique, politique et social jugé fragile.

Quand ce n'est pas le COVID, c'est la crise. Et quand ce n'est pas la crise, c'est un soi-disant « contexte incertain ».

Des arguments qui reviennent sans cesse et qui servent, année après année, à justifier toujours plus d'efforts demandés aux salariés !

**2026 ne sera pas une année de renoncements  
2026 sera une année de lutte**

Au nom de l'ensemble du syndicat CGT L.H. TRIBALLAT, nous vous adressons nos vœux les plus chaleureux pour cette nouvelle année.

Que 2026 vous apporte réussite professionnelle, santé et épanouissement personnel.

Plus que jamais, restons solidaires, déterminés et unis.

C'est par notre mobilisation collective, notre vigilance et notre engagement quotidien que nous pourrions défendre nos droits, en conquérir de nouveaux et améliorer durablement nos conditions de travail. **Rien ne se gagne seul** : chaque avancée est le fruit de l'action de toutes et tous.

Ensemble, continuons à faire vivre nos valeurs, à faire entendre notre voix et à porter haut les intérêts des salarié·es.

**Bonne année à toutes et à tous !**

Rians, le 28 janvier 2026



### UN PARC NUCLEAIRE CHAHUTÉ, MAIS DONT LES SALARIÉS N'ONT PAS À SUBIR LES CONSÉQUENCES



Après la crise de **Corrosion Sous Contrainte (CSC)**, combinée à une **crise énergétique** européenne liée aux tensions géopolitiques, le parc nucléaire a été soumis à une pression exceptionnelle. Les salariés ont répondu présents, pendant plus de trois ans, sur un véritable sprint industriel pour restaurer la disponibilité des installations. Cette séquence fut une **réussite, obtenue au prix d'un engagement remarquable des équipes**.

Désormais, alors que les agents font face à une forte charge de travail due au grand carénage et qu'un retour à un rythme d'activité plus normal aurait été légitime – facilitant professionnalisation, formations et entretien approfondi des installations – **un nouvel épisode complexe s'installe** et se renforce : la forte modulation.

La **consommation électrique est atone**, revenue à un niveau équivalent à celui du milieu des années 2000, conséquence notamment de la hausse brutale des factures. Dans le même temps, le développement **rapide et peu coordonné de capacités intermittentes** (éoliennes et surtout photovoltaïques) modifie profondément le fonctionnement du système électrique.

#### Résultat : une modulation croissante du parc nucléaire.

##### La modulation, concrètement, c'est quoi ?

- ⇒ Des **variations de charge fréquentes** et parfois brutales, notamment à chaque pic de production solaire en milieu de journée.
- ⇒ Des **arrêts plus nombreux pour réduire la production pilotable**, suivis d'une forte remontée en charge en soirée ou dans les jours qui suivent.

##### Des conséquences techniques bien réelles.

- ⇒ Une **usure accélérée** de composants, sur le secondaire comme sur le primaire.
- ⇒ Une **augmentation des besoins de maintenance**, avec un impact possible sur la durée de vie de certaines tranches.
- ⇒ Une **production accrue d'effluents** liée aux variations de charge.

Sans entrer dans le détail, que nous laissons aux équipes d'ingénierie du parc pour des analyses approfondies, **le constat est clair** : les conséquences techniques d'exploitation et budgétaires en matière de maintenance sont loin d'être neutres.

**Ces éléments doivent conduire à une véritable prise de conscience des pouvoirs publics** afin d'adapter la politique énergétique aux réalités techniques du mix de production français et à l'équilibre production/consommation du réseau.

Dans la sphère publique, la modulation du parc nucléaire adossée au débat de politique énergétique, prend parfois des accents lobbyistes en faveur d'une filière ou d'une autre, voire des dimensions partisans internes à l'entreprise.

**Pour la CGT, l'intérêt des travailleurs et la pérennité des outils industriels prévalent.** Si cela ne nous empêche pas de prendre part au débat énergétique, ce dossier et ses conséquences doivent en priorité être traités en interne, pour améliorer les conditions de travail des salariés.

## **Des conséquences lourdes pour les travailleurs**

Au-delà de la technique, l'impact organisationnel et humain est majeur :

- Exploitation : multiplication des manœuvres, sollicitations accrues des équipes de quart, perte de sérénité indispensable à la sûreté.
- Chimie et effluents : hausse de la charge de travail, nécessitant des ajustements d'effectifs et d'organisation.
- Maintenance : augmentation des interventions, sollicitations d'astreintes plus fréquentes, complexification du dimensionnement des arrêts.
- Essais, automatismes et contrôles périodiques (chapitre IX) : instabilité de la charge perturbant les plannings d'activité et créant des tensions supplémentaires.
- Ingénieries (Méthodes, CNEPE, DIPDE) : nouvelle charge d'études d'usure et d'adaptation des schémas de maintenance, après avoir déjà absorbé la séquence CSC.

Ces réalités doivent être traitées dès maintenant. S'adapter à un nouveau mode de fonctionnement implique d'ajuster les organisations et les moyens.

## **Des questions légitimes se posent.**

Avons-nous besoin de nous « précipiter » pour remettre un maximum de tranches disponibles sur le réseau pendant des périodes de faible sollicitation ?

**Ne pourrions nous pas, plutôt, détendre les plannings d'arrêts pour :**

- Travailler dans de meilleures conditions,
- Approfondir la maintenance,
- Réinternaliser des activités,
- Renforcer la professionnalisation des équipes,
- Mettre fin à l'intensification abusive du travail ?

Le **pilotage du réseau doit intégrer des paramètres essentiels comme l'inertie** du système électrique – le black-out ibérique de 2025 en a rappelé l'importance. La sécurité du réseau ne peut pas reposer que sur le merit-order économique (priorité des moyens de production).

## **Notre position CGT :**

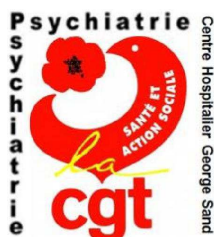
Les travailleurs du nucléaire ne comprennent plus la course aux délais d'arrêt, alors que juste après un redémarrage, une tranche peut être arrêtée pour modulation. **Il est grand temps :**

- ⇒ De se donner des marges de manœuvre industrielles.
- ⇒ D'adapter l'organisation du travail à cette réalité conjoncturelle.
- ⇒ D'utiliser ce creux temporaire de consommation en opportunité pour préparer l'avenir.

Le nucléaire est un outil stratégique pour le pays méritant une gestion industrielle cohérente avec des **conditions de travail stables et sereines pour les salariés.**

**LA CGT INVITE LA DPN, LA DPNT ET TOUTES LES DIRECTIONS CONCERNÉES,  
A OUVRIR SANS DÉLAI UN DIALOGUE SOCIAL APPROFONDI SUR CE SUJET.**





# PRIME D'ENGAGEMENT COLLECTIF Un salaire au mérite inéquitable !

Le 4 février 2026

La CGT vous informe que 2 de ses militantes vont restituer une prime d'engagement collectif qui leur a été attribuée sur la paye de janvier 2026 pour leur participation à un groupe de travail effectué de surcroît dans le cadre de leur mandat syndical.

**La position de la CGT est claire sur ce sujet depuis le départ et elle s'est toujours positionnée contre. (Motion CGT au CSE du 24 avril 2025 ci-dessous).**

Tous les agents, à leur niveau, contribuent à l'effort collectif !  
La CGT défend une augmentation des salaires pour tous !!!

Si l'établissement a de l'argent à distribuer, qu'il le partage entre la totalité des salariés.

Vous nous avez élus pour défendre vos droits et vos conditions de travail, pas pour que nous bénéficions des faveurs de la Direction pour nos activités syndicales... Cela donne à réfléchir...

### MOTION CGT AU CSE DU 24 AVRIL 2025 SUR LA PRIME D'ENGAGEMENT COLLECTIF

Depuis 2022, la CGT, seule organisation syndicale n'ayant pas signé au sein du CH George Sand les accords SEGUR, dénonce la mise en œuvre de la valorisation de l'engagement collectif.

Cette prime valorise financièrement certains agents aux dépens d'autres qui seraient soi-disant moins investis et engagés auprès des patients et de l'Etablissement.

Elle favorise le clivage entre celles et ceux qui l'auront et celles et ceux qui ne l'auront pas créant au passage une ambiance de travail détériorée et occasionnant des répercussions directes sur les conditions de travail des agents !

Nous y voilà, à la prime au mérite ! Mettre les individus et les projets en compétition n'a jamais fait gagner le collectif.

L'hôpital est une institution collective où chaque personnel est impliqué. L'engagement des agents de la Fonction Publique Hospitalière n'est pourtant plus à prouver. Si certains en doutaient, la crise COVID a démontré l'engagement de tous les agents de tous les services auprès des patients.

Que pensez-vous donc, Mesdames et Messieurs qui vous permettez de « valoriser financièrement » certains groupes de travail, de l'investissement des agents qui restent pour assurer la continuité du service public permettant ainsi à leurs collègues de participer à ces projets ? Ne méritent-ils pas d'être « valorisés » ?

Pour la CGT, il n'y a pas d'agents plus méritants que d'autres.

L'engagement des agents de la FPH doit être valorisé par un vrai statut protecteur et une meilleure rémunération, c'est tout !

### FACTEURS DE LÉRÉ

Après 19 jours de grève à Léré, le vendredi 13 février, une éclaircie a permis de lever la grève.

La direction consent à revenir sur le départ des facteurs de Léré initialement prévu le 17 février au 19 mai.

Un emploi en CDI est également obtenu, 10 semaines sans flexibilité (au lieu de 3) sont arrachées entre autres (arriérés de salaires, une promotion, etc.) !

Pour les agent-e-s de Léré, ce sont des points cruciaux afin de permettre la reprise du travail lundi prochain et les grévistes (fièr-e-s de leur succès) suspendent donc leur action suite à la signature du protocole.

Une fois de plus, la lutte a permis de gagner sur ce qui paraissait impossible selon la direction.

Les grévistes et la CGT remercient toutes celles et tous ceux qui ont participé de près ou de loin à cette action solidaire, conviviale et fraternelle.

Impossible de citer toutes les aides tellement il y en a eu, qu'elles viennent des usagers (nombreux dont Aurélie et son loulou présents chaque jour), des élus (spécialement la municipalité de Léré et son Maire), des retraités CGT PTT, des syndicats et syndiqués CGT FAPT dont notre fédération (particulièrement Jean-François et les camarades venus sur place), le syndicat CGT EDF pour son aide, des agriculteurs défenseurs du service public, le PCF pour ses dons financiers...

Nous avons été frappés par le nombre de signatures et l'argent récolté en 3 semaines pour gagner sur l'essentiel, c'est à dire le lien fort et indéfectible entre les collègues, les élus et la population, le service public quoi !!!

Evidemment la lutte continue, les grévistes l'ont bien en tête et la CGT ne laissera pas faire les casseurs du service public, une audience est déjà prévue pour suivre l'application du protocole de fin de conflit.

**ON LÂCHE RIEN.**



### & La maxime du mois &



**LE CAPITALISME EST UNE MACHINE INFERNALE  
QUI PRODUIT CHAQUE MINUTE  
UNE QUANTITÉ IMPRESSIONNANTE DE PAUVRES.**

**HUGO CHAVEZ**

# AUDITION DU GENERAL FABIEN MANDON, CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMEES

***Assemblée nationale – 22 octobre 2025***

## **INTRODUCTION GÉNÉRALE**

L'audition du général Fabien Mandon, chef d'état-major des armées (CEMA), devant la Commission de la Défense nationale et des forces armées, intervient dans un **contexte international d'instabilité croissante**.



Les tensions russo-européennes, la dégradation sécuritaire au Proche-Orient et en Afrique, ainsi que l'émergence de nouvelles menaces hybrides (cyber, cognitives, économiques) redéfinissent les priorités stratégiques françaises.

Cette audition, publique et suivie par la presse, a marqué une **rupture de ton** : le CEMA a clairement évoqué la perspective d'un « **choc militaire** » **d'ici trois à quatre ans**, exigeant une mobilisation nationale à la fois **militaire, industrielle et sociétale**.

## **UNE ALERTE STRATÉGIQUE : LE RISQUE D'UN « CHOC » D'ICI 2027–2029**

### ***Une fenêtre de vulnérabilité européenne***

Le général Mandon évoque une **fenêtre critique de vulnérabilité entre 2027 et 2029**, période durant laquelle la Russie pourrait tester la cohésion et la résistance de l'Europe, y compris par la force. Cette hypothèse repose sur les analyses concordantes des **services de renseignement européens**.



Le CEMA ne se limite pas à la menace russe : il élargit sa réflexion à un **environnement stratégique globalement instable**, où des puissances révisionnistes (Russie, Iran, Chine) exploitent la fragilisation des démocraties occidentales.

### ***Une posture de préparation immédiate***

Son mot d'ordre est sans ambiguïté :

« Le premier objectif que j'ai donné aux armées, c'est de se tenir prêtes à un choc dans trois, quatre ans. »

Il s'agit de rompre avec une logique de gestion quotidienne des opérations extérieures pour revenir à une **préparation intensive à la guerre de haute intensité**, intégrant la dimension du temps long et de la résilience.

## **DÉFICITS ET PRIORITÉS CAPACITAIRES**

### ***Défense sol-air et protection du territoire***

Le CEMA reconnaît que la **défense sol-air française est aujourd'hui insuffisante** pour garantir la protection des forces et des infrastructures vitales face à un adversaire disposant de moyens massifs.

Il plaide pour une **reconstruction urgente** de la bulle de défense aérienne nationale et européenne, face à la menace croissante des missiles et drones ennemis.



### ***Stocks de munitions et logistique de guerre***

Les **stocks de munitions et de pièces détachées** sont jugés **très en deçà des besoins d'un conflit prolongé**.

Cette carence, révélée par le retour d'expérience de la guerre en Ukraine, souligne la nécessité de re-

constituer une **économie de guerre pérenne**, intégrant les acteurs civils et industriels dans la planification logistique.

### ***Drones et guerre électronique***

Le général Mandon critique la fascination politique pour les drones : « Les drones peuvent nous exciter, mais ce n'est pas un enjeu vital. »

Il dénonce la superficialité du projet européen de « mur anti-drones » et souligne que le **véritable danger réside dans la combinaison des moyens russes** : guerre électronique, cyberattaques, sabotage, manipulation de l'information, frappes de précision.

La **maîtrise du spectre électromagnétique** et la **protection des communications** deviennent prioritaires.

### ***Commandement et résilience opérationnelle***

Le général appelle à un **commandement durci**, capable d'agir dans un environnement contesté (coupures, brouillage, saturation).

Cela suppose une refonte de la **chaîne de commandement interarmées** et un **investissement massif dans la numérisation résiliente** des systèmes.

## **UNE LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE ACCÉLÉRÉE**

### ***Un effort budgétaire anticipé***

La **Loi de programmation militaire (LPM) 2024–2030** est ajustée pour répondre à cette urgence : le budget atteindra **64 milliards d'euros dès 2027**, soit **deux ans plus tôt** que prévu.

Cette accélération traduit la volonté politique d'**anticiper la période de risque 2027–2029**.



### ***Les quatre axes prioritaires définis par le CEMA***

- **Soutien santé et logistique** : améliorer la chaîne d'évacuation, le soutien médical et le ravitaillement des troupes.

- **Infrastructures durcies** : protection des bases, dépôts, centres de commandement.
- **Commandement interarmées** : renforcer la coordination entre armée de Terre, Marine et Armée de l'Air et de l'Espace.
- **Reconstitution des stocks stratégiques** : munitions, carburants, matériels critiques, pièces de rechange.

### ***Une logique d'endurance***

Le CEMA insiste : il ne s'agit plus de préparer un conflit court mais de **tenir dans la durée**, sur le modèle ukrainien.

Cela suppose une **mobilisation industrielle, énergétique et humaine** du pays.

## **MUTATION DOCTRINALE : « GAGNER LA GUERRE, TOUT COURT »**

### ***Abandon du triptyque ancien***

Le triptyque doctrinal « compétition – contestation – confrontation » est abandonné au profit d'une approche plus directe : « Gagner la guerre, tout court. »

Ce changement marque une **rupture intellectuelle** : les armées françaises ne doivent plus se préparer à dissuader ou contenir, mais à **vaincre**.

### ***Intégration de la guerre cognitive et sociétale***

Le CEMA souligne l'importance de la **préparation psychologique** du pays.

Les futures guerres se joueront autant sur les **champs de bataille physiques** que dans les **esprits**, à travers la désinformation, la propagande et la manipulation de masse.

La **résilience collective** devient un objectif stratégique.

## **MOBILISATION NATIONALE ET LIEN ARMÉE-NATION**



## Réserve opérationnelle et défense territoriale

L'objectif est fixé à **100 000 réservistes d'ici 2030**, pleinement intégrés dans les plans de défense territoriale.

Les collectivités locales seront associées à la création de **cellules de résilience**, destinées à assurer la continuité des services publics en cas de crise majeure.

## Service national universel et éducation à la défense

Le général Mandon souhaite **renforcer le Service national universel (SNU)**, non comme un gadget civique, mais comme un **outil d'acculturation à la défense**.

Les lycées, universités et entreprises doivent participer à cette sensibilisation, pour **préparer la jeunesse à la résilience nationale**.

## Partenariat civilo-militaire

Il appelle à un **tissu national de coopération** entre armées, entreprises, collectivités et citoyens : logistique, cybersécurité, transport, énergie, santé, information.

C'est la redéfinition d'une **économie nationale de défense**, sur le modèle de la défense totale scandinave.

## ENJEUX POLITIQUES ET GÉOPOLITIQUES

### Une doctrine du réalisme stratégique

Le discours du CEMA s'inscrit dans une **réorientation réaliste** de la politique de défense française : anticiper la guerre pour éviter d'y être pris au dépourvu.

La France se positionne comme **puissance-cadre** au sein de l'Europe, capable de garantir une capacité de réaction indépendante, y compris sans les États-Unis.

## L'Europe de la défense en question

La critique du « mur anti-drones » illustre la **méfiance française envers les initiatives symboliques européennes**.

Le CEMA plaide pour une **Europe militaire efficace**, centrée sur la mutualisation des stocks, des moyens de transport et de la défense aérienne, plutôt que sur la communication politique.

## CONCLUSION : VERS UNE CULTURE DE GUERRE ET DE RÉSILIENCE



L'audition du général Mandon marque un tournant : le discours de la défense française bascule de la prévention à la **préparation active du conflit**.

Cette vision repose sur trois piliers :

- **Urgence stratégique** : être prêt à un choc militaire dès la fin de la décennie.
- **Transformation structurelle** : moderniser les capacités et accélérer la LPM.
- **Mobilisation nationale** : impliquer la société tout entière dans la défense et la résilience.

Le CEMA réintroduit une idée fondamentale : **la guerre n'est plus une hypothèse lointaine**, mais un horizon possible de l'histoire contemporaine.

La préparation militaire devient dès lors un **projet collectif**, engageant la Nation tout entière.

